L'UTOPIE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE!?

Dans un passé récent, dans une histoire immédiate, la croissance économique peut être qualifiée d'illusion au sens où elle ne tient pas ses promesses, où elle n'est pas ce qu'on croit.... En fait, dans le temps, la croissance économique semble correspondre successivement à des acceptions différentes de l'Utopie. D'abord, une <u>fiction</u> (l'augmentation de la production) qui élargit les champs du possible, qui permet d'envisager ce qui pourrait être, avec l'idée d'améliorer les conditions de vie de l'époque. En ce sens, il s'agit de la dimension proprement économique (et quantifiable) de l'idée de progrès. Ensuite une <u>réalisation</u> qui, dans un premier temps, comporte sa part d'illusion puis, dans un second temps, tourne en <u>Contre-Utopie</u>, se transforme en son contraire : le rêve devient cauchemar tant pour la société que pour l'environnement, c'est-à-dire affecte le bien-être lui-même. Enfin, aujourd'hui, la <u>poursuite d'une chimère</u>, d'un impossible dans la mesure où la croissance économique devient insoutenable.

1. Une mise en perspective historique de la croissance économique

1.1. Remarques préliminaires

Au sens propre, l'histoire de la croissance économique est très courte, correspond à une période très particulière. À mesure qu'on remonte dans le temps, l'expression, qui renvoie à un concept précis, et même la réalité dont elle cherche à rendre compte deviennent anachroniques. Comme le **concept** n'est pas transhistorique mais lié à la « modernité » et aux systèmes économiques qui vont en naître avec décalage, il s'agit d'étudier comment cette notion devient centrale non seulement dans l'économie actuelle mais dans notre société.... Au point que « la croissance », sans qualificatif, renvoie dans les médias, voire dans le langage courant, à la croissance économique. À cet égard, l'évolution du sens de « crise économique » en histoire est intéressante puisqu'elle désigne précisément une rupture du fonctionnement économique normal.

A minima la croissance économique peut se définir comme une augmentation continue de la production pour un ensemble ou par habitant. L'aspect quantitatif apparaît d'abord et renvoie à des indicateurs de dimension destinés à appréhender le phénomène : généralement PIB ou PNB ; souvent par habitant. En soi, tout indicateur est critiquable et celui-ci est de plus en plus critiqué. A priori, deux grands niveaux de critiques se dégagent : un niveau technique, c'est-à-dire une estimation convenable de ce qu'on cherche à saisir ; un niveau conceptuel, c'est-à-dire les contours de ce qu'on cherche à saisir. Ici, le deuxième aspect nous intéresse davantage même si la construction de l'indicateur, et donc les choix techniques qui sont faits, voire les difficultés rencontrées, ne sont pas indifférents. Ensuite, la définition souligne les idées de continuité, de durée « sans fin », d'aspect non exceptionnel. Enfin, la création d'une richesse particulière, la production (implicitement de biens et services) pour un ensemble (souvent un pays), parfois exprimée en moyenne (par tête ou habitant), évoque, en creux, la notion de productivité. Ce dernier aspect comporte beaucoup d'implicite relativement non seulement aux contours de la production concernée (nature) mais aussi à sa finalité générale ou particulière et à son rôle dans le système économique et social. Bref, une série de questions se pose non seulement quant à la nature de la croissance économique mais aussi quant à sa légitimation / justification et à son rôle.

1.2. L'économie encastrée dans la société : l'Europe jusqu'à la fin du XVIIIe

Cette période et cette localisation doivent retenir l'attention non parce que le niveau de production y est particulièrement remarquable mais parce que les changements se produisent là. Pour *Karl Polanyi*, alentour de 1780, une modification essentielle de la relation de l'économie et de la société conduit à un nouveau type d'organisation et ouvre sur la révolution industrielle et le capitalisme.

Auparavant, et au delà des différences, l'essentiel est la « *la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie.* » (Polanyi, *Essais*, 2008, p. 53). L'économie dans ce sens « substantif » a une dimension matérielle et morale qui cherche à assurer la cohérence et la stabilité de l'ensemble d'une société : aspects physiologiques et symboliques ; motivations diverses (pas spécifiquement économiques) ; production pour assurer la maintien et la reproduction d'une société.

Autrement dit, l'économie est encastrée dans la société.

1.2.1. L'Europe jusqu'aux grandes découvertes / Renaissance

Dans la société, le <u>rapport au temps</u> et le <u>rapport au nouveau</u> intéressent particulièrement le sujet traité.

La chrétienté donne un rapport circulaire ou semi-circulaire au temps : « depuis l'incarnation du Christ, l'histoire est condamnée à rester identique à elle-même dans la certitude que rien de fondamental ne peut

advenir » « S'il y a eu une histoire depuis la création du monde, il n'y en a plus désormais » (Baschet, 2004, p. 443). Étranger à cette perspective circulaire, le changement n'est pas valorisé. Aussi le nouveau prend-il la forme d'une « renaissance », idée typiquement médiévale (« LA Renaissance » étant la dernière du nom) ; avance-t-il masqué : ainsi le théologien du XIIe, Bernard de Chartres écrit « nous sommes des nains posés sur des épaules de géants, nous voyons plus loin qu'eux ». (Id., p. 448). Pourtant, le changement existe sous la forme d'inventions (utilisation de la force du vent, de l'eau), souvent dans les communautés monastiques, et de perfectionnements, notamment agricoles : outils, assolements....

L'énergie utilisée tant pour la production que le transport est humaine, animale (bât, traction), éolienne ou hydraulique (moulins). À certaines époques, la production globale augmente car la production agricole permet de nourrir une population plus importante... mais, dans ce cas, elle tend à diminuer, par tête, à mesure qu'on défriche des terres moins fertiles. Pourtant, une partie de l'activité productive ne concerne pas les aspects purement physiologiques de la population mais d'autres fins, importantes, notamment au plan symbolique, pour une société donnée (cathédrales, châteaux, palais...). Parmi les grands fléaux (guerre, peste, famine), la famine (éventuellement atténuée par le stockage) est provoquée par de mauvaises récoltes, elles-mêmes dues aux conditions météorologiques, aux guerres et aux épidémies.... Les fléaux sont donc souvent liés et les mauvaises récoltes provoquent une rupture avec l'activité économique normale permettant de nourrir la population.... Rupture qu'on appellera beaucoup plus tard « crise » économique de type ancien. En d'autres termes, une production permettant de nourrir toute la population d'une société (suffisance) est normale et, le cas inverse, c'est-à-dire le manque est anormal. En ce sens, il s'agit de sociétés d'abondance.

Dans ce type d'organisation sociale la **croissance économique** n'existe pas : ni l'idée, ni la chose, ni le concept.

1.2.2. Des grandes découvertes / Renaissance au XVIIIe siècle

À bien des égards, surtout au plan des faits économiques, les éléments (guerre, peste, famine) de la période précédente se retrouvent mais certains changements issus de cette période vont être importants pour la suite.

Si certaines inventions ne trouvent pas d'application, si des projets ne se réalisent pas, si d'autres inventions restent cantonnées aux cabinets de curiosités ou ne sont pas encore forcément utilisées dans la production, d'autres <u>progrès techniques</u> (armement, navigation, agriculture) ont des effets politiques et économiques directs.

Par ailleurs, la recherche de nouvelles routes vers l'orient, dont l'accès terrestre est difficile depuis le fractionnement de l'empire Mongol, pour l'approvisionnement en produits « exotiques » (épices...), conduit aux grandes découvertes. (Grataloup, 2006)

Au plan de la navigation, les progrès techniques relatifs à la mesure du temps (horloge mécanique) et à l'orientation (boussole), en permettant des navigations lointaines et régulières (hors de vue des côtes et par temps couvert), modifient la relation au monde et offrent des possibilités d'enrichissement sans précédant : pillages ou/et échanges ; acclimatation de plantes ...

Une certaine augmentation de la production / tête est probable mais ne mérite sans doute pas le qualificatif de révolution agricole. D'un côté, la plupart des techniques utilisées ne sont pas nouvelles ; de l'autre, les apports extérieurs et l'expansion de la production qui transite par les marchés créent une part d'illusion. Du reste, les pénuries alimentaires dues à de mauvaises récoltes, aggravées par le comportement des rentiers en nature, qui préfèrent vendre au prix fort les grains sur un marché urbain plutôt que d'être solidaires avec « leurs » paysans, provoquent de nombreuses « émotions » dans la France du XVIIIe siècle.

La « vraie » révolution agricole sera plus tardive et industrielle. Du reste, pendant tous ces siècles le niveau (alimentation, vêtement, déplacement..) et le genre de vie de l'immense majorité de la population européenne n'a pas beaucoup changé et reste très comparable à celui des pays avec lesquels les européens sont en contact.

L'émergence de l'idée d'augmentation des richesses, ou même l'augmentation de la production, ne suffisent pas pour évoquer la croissance économique qui a aussi une dimension «qualitative » de nature et de destination.

Finalement, si grosso modo les <u>mêmes questions</u> demeurent, si l'économie reste au service de la puissance du souverain, celui-ci prend des initiatives dans ce domaine et l'espace intérieur, opposé à l'espace extérieur, tend à s'unifier... autant de <u>modifications</u> qui auront leur importance pour le futur et feront rétrospectivement de la période une **transition**.

1.3. L'inversion de l'encastrement, la société organisée par et pour le marché

1.3.1. Changements remarquables

Des changements essentiels affectent la société dans son ensemble et l'économie en particulier. Les valeurs et

la <u>perception du temps</u> se modifient avec une prise de distance relativement à Dieu, à l'Église, à la tradition.... L'affirmation de l'individualisme et du libéralisme le montre à l'envi. Le temps devient linéaire, porteur de changement et de progrès. La croyance dans le <u>progrès</u> gagne les esprits. Désormais, le progrès est valorisé, encouragé... Du reste, les sciences et techniques connaissent des progrès importants. Dans l'industrie et les transports, l'utilisation de l'**énergie thermique** est déterminante pour l'industrialisation. L'inversion de l'encastrement (passage de l'économie encastrée dans la société à la société enchâssée dans l'économie) nécessite un changement institutionnel afin d'organiser, en vertu du <u>libéralisme économique</u> (voir cours archivés), la société POUR et PAR le **Marché**, c'est-à-dire de permettre le fonctionnement du Capitalisme.

1.3.2. Modification & augmentation de la production

Alors que tous les économistes (2) réfléchissent à la notion et à la création de <u>richesse</u>, aux moyens de l'augmenter... la division du travail dans l'atelier et géographique, par le marché, s'explique par une spécialisation de productivité. Du reste, les <u>progrès</u> scientifiques et techniques servent la production en permettant la Révolution Industrielle fondée sur l'**énergie thermique démultiplicatrice** fournie à partir des ressources fossiles (charbon puis pétrole). Aussi la production de biens et le transport (chemin de fer) augmentent-ils considérablement.

Finalement, il s'agit d'un basculement historique ou le « mieux » se traduit par du « plus », c'est-à-dire l'augmentation de la mobilité (intensité, amplitude), de la vitesse, des quantités, des flux.

1.3.3. Mais pas de concept de croissance économique

Si le concept de croissance n'existe pas encore, la **nature** et la **destination** de la production ont changé. La <u>distance entre production et utilisation</u> des biens s'est allongée tant au sens du circuit producteur-utilisateur que du détour de production (création d'outils, de machines pour produire). La <u>dimension accumulative</u> pousse à au produire toujours davantage, à accorder une importance primordiale au flux de production et à privilégier son aspect « utilitariste » voire « utilitaire ». Si l'augmentation de la production au XIXe, y compris par tête, se lit dans les statistiques de l'extraction des ressources fossiles (charbon puis pétrole, matières premières) et de la production de biens industriels, le calcul de la croissance économique (fondée sur la variation du PIB) n'a guère de sens.

Autrement dit, le XIXe siècle, non seulement connaît l'idée et les moyens de l'<u>augmentation de la production</u>, mais celle-ci prend le <u>sens</u> de la croissance économique si on considère sa <u>nature</u> et sa <u>finalité</u>. Pour autant, le **concept n'existe pas en tant que tel** (qualification, indicateurs de mesure, théories), ce qui ne signifie pas un désintérêt de la réflexion économique pour ce que la croissance économique recouvre (*Marx* : dynamique du capitalisme). Les crises sévères de la fin du XIXe et de la première moitié XXe vont modifier les choses.

2. L'invention du concept de croissance économique

À travers la **pensée économique**, en focalisant sur la création et la nature de richesse ; son augmentation, sa destination et son rôle, il s'agit d'analyser la **période charnière** où de l'idée, on passe à la chose puis au concept.... et son lien avec l'idée du **progrès**, particulièrement dans sa dimension économique : l'**innovation**.

2.1. Pensée économique et création de richesse

2.1.1. XVIe-XVIIIe: mercantilistes, néo-mercantilistes et physiocrates.

Même si ces auteurs s'affirment par leurs différences, sur de nombreuses questions, notamment celle qui nous intéresse ici, la pensée économique montre plus la **continuité** que la rupture : importance et critique du <u>souverain</u>; <u>approche globale</u> des questions économiques (fonctionnement général et interactions). Du reste, certains d'entre-eux (*Petty, King, Vauban, Boisguilbert, Quesnay*) peuvent être considérés comme de lointains précurseurs de ce qui deviendra la comptabilité nationale qui concerne directement notre sujet.

Création de la richesse : « Le travail est le père et le principe actif de la richesse, tandis que la terre en est la mère » (William Petty, *Traité des taxes et des contributions*, 1662). Avec des nuances, pour tous les auteurs de cette période, le travail et la terre sont essentiels dans la création de richesse. Cette perspective se traduit par une évolution du populationnisme (augmenter la population) à l'optimun de population (l'adapter aux subsistances) et par l'enfermement des pauvres (mise au travail). Dans son tableau économique, *François Quesnay* explique que, chaque année, il s'agit de faire « renaître » la production, c'est-à-dire qu'il évoque une reproduction simple de la production, non de son augmentation (a fortiori, continue).

Nature de la richesse : La richesse est encore très attachée à la <u>notion de trésor</u> (or, argent) comme le montrent les <u>pillages</u> effectuées dans le nouveau monde, l'intérêt accordé aux <u>mines</u> (Potosi...) et le <u>rapport</u>

<u>commercial</u> aux autres pays (augmenter la possession d'or et d'argent). La **richesse** donne et montre le <u>prestige</u> et la <u>puissance</u> : trésor de l'Église dans les manifestations religieuses ... ; du souverain dans sa Cour ... sans parler des possibilités militaires. La <u>distinction</u> entre la richesse du Roi, de l'État et du pays n'est pas encore nette.

L'idéal d'autonomie « **Vivre du sien** » reste très présent du domestique, en passant par le domaine (seigneurial), au pays : produire en <u>interne</u> ce qui peut l'être (certaines productions encouragées ou impulsées par le Souverain). Par ailleurs, on considère que l'échange, au plan international, est « à somme nulle » (pas de gain global issu de l'échange) : « On dit que l'un n'y perd jamais que ce que l'autre y gagne » (Monschrestien, Traité d'économie politique, 1615). Toutefois, un pays peut par le pillage ou l'échange augmenter sa richesse (trésor : or & argent) : « si l'exportation excède l'importation [...] l'excédent entre en argent, et [...] c'est autant d'ajouté au trésor général de l'État, l'or et l'argent étant regardés comme le signe de la mesure de toute chose. » (Josiah Child, *Traité sur le commerce* .., 1690).

Pour autant, la réflexion économique trace son chemin : évolution de la <u>conception de la terre</u> et analyse de la **valeur** : *Richard Cantillon* (*Essai sur la nature du commerce*, 1734) distingue la valeur <u>extrinsèque</u> (d'échange, sur un marché) de la valeur <u>intrinsèque</u> (en soi) : « mesurée par la quantité de terre qui est employée pour sa production, et par la quantité de terre dont on attribue le produit à ceux qui ont travaillé ».

2.1.2. Fin XVIIIe-XIXe siècles

Cette période regroupe les économistes dits « classiques », dans leur diversité, et ceux qui critiquent, plus ou moins radicalement, le libéralisme économiques ou le capitalisme.

Dans les conditions de l'époque, l'**augmentation** de la **richesse** produite, c'est-à-dire la version économique du progrès, doit permettre de diminuer les peines ou d'accroître le **bonheur**. Le <u>travail</u> donne sa valeur au bien produit (valeur travail) et la <u>spécialisation productive</u> permet d'augmenter la **productivité**. Si la production industrielle est valorisée (le travail dans l'industrie et les biens matériels industriels), la production agricole garde son importance car il s'agit de nourrir une population qui augmente. L'approche économique est <u>globale</u>. Pour autant ces perspectives communes, n'effacent pas les différences quant au moyen d'y parvenir (libéralisme économique ou pas) et à la répartition de la richesse produite.

En outre, parmi les partisans du libéralisme économique eux-mêmes, des divergences vont apparaître quant aux possibilités d'accroître la richesse, à sa nature, à sa capacité à augmenter le bonheur et au rapport de l'homme à la nature. Ainsi, Jean-Baptiste Say (Traité d'économie politique) perçoit les carrières et mines comme des « espèces de magasins où la nature a préparé et mis des richesses, que l'industrie et les capitaux de leurs propriétaires achèvent» et, avec sa fameuse « loi » des débouchés, écarte la possibilité de crises. A l'inverse, Robert Malthus envisage les crises et estime que les rythmes d'augmentation différents de la production agricole (arithmétique) et de la population (géométrique) ne permettront plus de nourrir la population. Cette idée de ressources limitées se retrouve dans l'analyse des rendements décroissants, en fonction de la qualité des sols, effectuée par David Ricardo. Autrement dit, durant la première moitié du siècle, même si Adam Smith et David Ricardo ont théorisé la spécialisation productive par la division dans l'atelier (fabrique d'épingles) et internationale (DIT) afin d'augmenter la productivité du travail et les richesses créées (échanges à somme positive), l'augmentation de la production jusqu'à un état stationnaire reste une perspective assez largement partagée. Il faudra attendre la moitié du XIXe pour que Karl Marx souligne combien le capitalisme accroît l'emprise des hommes sur la nature (sans en faire un objet de réflexion) et étudie la dynamique économique du capitalisme fondée sur la plus-value et l'accumulation capitaliste pour mettre en lumière les rouages de la production à une échelle élargie et les crises de surproduction.

Les néo-classiques (fin XIXe) en délaissant l'approche globale pour l<u>'individualisme méthodologique</u>, écartent la question de l'augmentation globale des richesses pour s'intéresser à l'équilibre et à la modélisation du Marché.

La **conception du monde** a changé : comme le résume *Léon Walras*, le libre-échange « c'est l'entrée de l'humanité dans le régime industriel et commercial » ; « ... de l'agriculture traitée comme une industrie ». L'abandon de la valeur travail pour la valeur d'échange souligne l'importance prise par le Marché et la consommation. Paradoxalement alors même que les <u>ressources naturelles fossiles</u> deviennent centrales dans la production, elles sont réduites à de simples intrants qui s'acquièrent sur des marchés.... la place de la nature recule dans l'analyse économique... tout se passe comme si elle était inépuisable. Dans les entreprises agricoles ou d'extraction elle devient un capital technique qui prend la forme particulière d'une propriété du sol (terre) ou du sous-sol (gisement). Bref, une <u>vision marchande de la nature</u> (soit hors économie, soit marchandise).

À mesure que les **possibilités démultiplicatrices** de la machine, animée par l'énergie thermique, s'affirment, la

perspective du bonheur, y compris dans la critique du système, semble de plus en plus construite sur un « ordre de la démesure».

Toutefois, alors même que *Marx* a montré le **rôle** de l'augmentation de la production dans la **dynamique** du capitalisme, il faut attendre le XXe siècle pour que le **concept** de croissance économique lui-même soit inventé

2.2. Des faits économiques au concept de croissance économique.

2.2.1. Crises, analyse économique et comptabilité nationale.

À la fin du XIXe siècle et au début XXe des **crises violentes** secouent le système économique. Toutefois, avec l'industrialisation et le capitalisme, leur <u>manifestation</u> a changé par un passage progressif des crises dites «anciennes », aux crises « mixtes » puis « modernes ». Alors que les premières, correspondent à des <u>récoltes anormalement faibles</u> qui provoquent une rupture avec l'activité économique normale ; les dernières renvoient à une « <u>surproduction</u> » au moins relative. Les secondes qui combinent des aspects de l'une et de l'autre révèlent la métamorphose de la société. En creux, le changement du phénomène recouvert par le mot crise révèle leur **nature** (agricole / industrielle), leur **origine** (externe / interne), c'est-à-dire exogène (cause externe à l'économie : météo calamiteuse, épidémies, guerres) ou endogène (générée par le système économique luimême).... et l'**imaginaire de la société** (suffisance dans la sobriété / insuffisance chronique dans l'abondance).

L'intervention explicite de l'État dans l'économie rend l'approche globale pertinente et la comptabilité nationale (CN) nécessaire. Aussi la <u>quantification</u> de l'activité économique globale est-elle reprise dans les années trente par les travaux pionniers des économistes *Simon Kuznets* (E.-U.) et *Colin Clark* (Australie). La construction des premiers <u>indicateurs</u> macro-économiques prendra tout son sens avec la publication, en 1936, de *La Théorie Générale* de *J.M. Keynes* et sera confortée par les travaux ultérieurs sur la CN des Anglais *J. R. Stone* et *James Meade* et en analyse macro-économique.

Si la mise en place la CN est, plus ou moins rapide, selon les pays, elle se généralise après la seconde guerre mondiale. Bien entendu, les indicateurs sont construits dans un cadre capitaliste où la production plutôt industrielle s'effectue pour le marché : ils donc répondent à des conventions (Cassiers, 1998 & Cours archivés). Autrement dit, à partir de la définition, en élaborant des indicateurs (d'ailleurs affinés avec le temps), la CN quantifie la « croissance économique ». Quantification, qui sera bientôt complétée par des modèles et des théories économiques qui, en analysant sa nature, ses fondements et son rôle dans le système économique, en font un véritable **concept**.

2.2.2. Régulation économique & destruction créatrice

Prolongeant la voie ouverte par l'étude de la dynamique du capitalisme de *Marx, Keynes* et *Schumpeter*, en analysant la dynamique de la croissance économique, apportent des contributions décisives pour l'élaboration du concept.

Pour *Keynes*, la **régulation** de l'activité économique est centrale car les faits économiques montrent les limites de la coordination par le marché. Cet objectif nécessite non seulement de définir des <u>unités macroéconomiques</u> (revenu national, stock de capital, investissement net, épargne, consommation, niveau général des prix) pour estimer l'état global de l'économie (CN) mais de reprendre l'analyse de la <u>dynamique économique</u> afin de déterminer l'investissement (notions de multiplicateur et d'accélérateur) générant une croissance qui assure **l'équilibre de plein-emploi**. Les <u>modèles économiques</u> de croissance keynésiens (*R. Harrod, E. Domar, N. Kaldor*) prolongent cette approche.

Le **projet** de *Schumpeter* est de **comprendre la nature du système** capitaliste et de **sa dynamique**. Ces travaux concernent notamment l'analyse des <u>cycles</u> économiques, le rôle de l'<u>entrepreneur</u>, la place de l'<u>innovation</u> et la mise en évidence des <u>aspects qualificatifs</u> de la croissance économique.

Le processus de « destruction créatrice » montre un système dont la dynamique repose sur le changement perpétuel : « Le capitalisme [...] constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique et, non seulement il n'est jamais stationnaire, mais il ne pourrait jamais le devenir. En fait, l'impulsion fondamentale qui met et maintien en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créées par l'initiative capitaliste. »

(Joseph Schumpeter, Capitalisme, impérialisme et démocratie, chap. 7 p. 121)

2.3. Capitalisme, croissance économique et changement

2.3.1. Modèle et théories de la croissance

Les travaux économiques de la seconde moitié du XXe siècle complètent le paysage en proposant à la fois LA référence (au sens de norme) en matière de croissance économique et un *corpus* nouveau de théories consacrées à la croissance économique.

En écrivant, en 1960, Les étapes de la croissance économique, *W.W. Rostow* propose une mise en perspective de la croissance britannique qui devient LE **Modèle** à suivre.

Toutes les sociétés humaines seraient potentiellement engagées dans un <u>processus identique</u> de transformation économique qui passe par une <u>succession d'étapes</u> déterminées - démarrage (*take off*)... -. Comme toutes ne progressent pas au même <u>rythme</u>, elles sont plus ou moins avancées sur ce <u>chemin de la</u> croissance.

Par ailleurs, l'importance prise par les **théories** de la croissance montre à l'envi, la place qu'elle a prise dans nos sociétés. À la suite des théories keynésiennes (investissement), l'école néo-classique (*Robert Solow...*) apporte sa contribution (investissement, rendements décroissants et progrès technique), puis l'école de la régulation (*R. Boyer...*) propose la sienne (gains de productivité, régime d'accumulation, répartition des revenus). Enfin, les théories de la croissance endogène, dans leur diversité (*P. Romer, P. Aghion, R. Barro...*), accordent une place importante aux pouvoirs publics dans l'impulsion et la diffusion du progrès technique nécessaire à la croissance.

2.3.2. Croissance économique et changement au cœur du capitalisme

La dynamique du capitalisme renvoie donc très directement à la croissance économique qui peut être <u>extensive</u> (augmentation des ressources naturelles, humaines, techniques utilisées) ou, en incorporant du progrès technique, <u>intensive</u> (augmentation de l'efficacité productive ou productivité des ressources)

Comme par définition, elle suppose de produire toujours davantage, plus les besoins matériels essentiels sont satisfaits, plus le **changement** s'accélère.... Avec un passage de l'usure à l'**obsolescence**. En conséquence, pour contrecarrer la saturation en biens des consommateurs solvables, le système nécessite de passer à la <u>création artificielle et permanente</u> de nouveaux « besoins » susceptibles d'être satisfaits par une consommation. Ainsi, par la <u>manipulation des esprits</u> (*Veblen, Galbraith*), la publicité tente-t-elle de faire croire que des biens peuvent répondre aux désirs, qu'ils peuvent compenser les frustrations, engendrées par le système lui-même...

La croissance économique, avec son corollaire, l'augmentation du <u>niveau de vie</u> occidental, est devenue la « <u>norme</u> » des « trente glorieuses » : elle va de soi, et dans une certaine mesure « réconcilie » avec l'idée de progrès.... mais l'accumulation matérielle ne résout pas la question existentielle du <u>sens</u> ... et, aujourd'hui, les <u>méfaits</u> sur l'environnement deviennent évidents au point qu'il devient impossible de les ignorer...

Pourtant la <u>nécessité de la croissance économique</u> est martelée car elle doit **tout résoudre** : résorber le chômage, réduire la pauvretéet même répondre aux problèmes d'environnement.

Une solution qui a des allures de fuite en avant?

3. La croissance économique en question

3.1. Critique de la croissance économique

3.1.1. Retour sur le concept

Pour cerner le concept de croissance, il importe donc de garder son élaboration en tête et de compléter sa définition (augmentation continue de la production / ensemble ou / h) par quelques précisions : sa quantification s'effectue sur une période donnée (souvent, l'année) en utilisant la variation d'un indicateur (PIB ou PNB) qui valorise le <u>flux</u> de création de richesse plutôt que le <u>stock créé ou existant</u>. Ces biens sont, à un titre ou un autre, liés au <u>Marché</u> et destinés à être <u>consommés</u>, c'est-à-dire à être <u>détruits</u> plus ou moins rapidement (leur durée de vie tendant à se réduire), sans considération pour l'usage qui en est fait (valeur d'échange indépendante de la nature l'usage).

En conséquence, cette production a une nature particulière (cours archivés) et les conventions de quantification, traduites par les indicateurs, répondent à cette conception singulière de la richesse créée.

«Les limites de la comptabilité nationale étaient bien présentes à l'esprit de ses fondateurs, et semblent encore aujourd'hui bien connues de ses gestionnaires. En revanche, de nombreux utilisateurs de ce cadre comptable ou de ses résultats se comportent comme s'ils avaient perdu de vue [les] restrictions [...] et

contribuent à propager des interprétations abusives. C'est le cas des économistes ou historiens qui adoptent la comptabilité nationale comme indicateur exhaustif de l'activité économique et se livrent sur cette base à des comparaisons spatiales ou temporelles. C'est le cas, plus encore, de ceux qui accréditent l'idée selon laquelle le PNB par habitant serait un bon indice du niveau de bien-être d'un peuple. » (Cassiers, 1998)

Autrement dit, au-delà des problèmes techniques de quantification, la conception des indicateurs et leur utilisation joue révèlent une vision du monde.

D'un côté, la quête du bonheur réduite à un **niveau de vie**, c'est-à-dire, pour l'essentiel, un niveau de consommation (plutôt marchand, plutôt individuel), justifie la croissance économique. De l'autre, sa dynamique joue un rôle essentiel dans un système fondé sur le **changement** (destruction / création accélérées) perpétuel.

3.1.2. Imaginaire social de la croissance & bien être

Comme le montre la publicité destinée à faire vendre et produire toujours davantage, l'**imaginaire social** de la croissance valorise le « plus », le « nouveau », la « vitesse », met en avant l'' « avoir » plutôt que l' « être », l'individu plutôt que la personne... à en croire les slogans publicitaires tout (ce qui ne signifie pas rien) peut se résoudre par des biens de consommation. Pourtant, en examen attentif montre de nombreuses consommations de compensation, de consolation.... une fuite infinie dans la consommation en réponse à une frustration toujours renouvelée.... De fait, par nature l'augmentation du **bien-être** ne saurait se réduire à la croissance économique et se traduire correctement par la variation du PIB (ou PNB), même par habitant :

« Ceux qui se risquent encore à utiliser le PNB par tête comme indicateur du bien-être posent implicitement des <u>axiomes en chaîne</u> dont la <u>pertinence</u> est pour le moins <u>contestable</u> :

- le bien-être se réduit au bien-être <u>économique</u>;
- le bien-être économique des personnes qui composent une société est étroitement associé au <u>niveau</u> <u>de vie économique moyen</u> des membres de cette société ;
- ce niveau de vie dépend essentiellement de la quantité de biens et services produits ;
- cette production est correctement représentée par le PNB.» (Cassiers, 1998)

L'évolution divergente des indicateurs de croissance économique et de bien-être, construits ces dernières années, est à cet égard significative (Observatoire des inégalités).

3.1.3. Genèse et nature du questionnement

Compte tenu leur imbrication, la critique de la croissance économique est indissociable de la critique du progrès, comme un tout, des progrès scientifiques et techniques.

1. Genèse de la critique de la croissance.

La critique de la croissance économique est aussi ancienne que la perception de ses premiers effets.

Dès la moitié du XIXe siècle, et à partir de perspectives et d'horizons divers (Villermé, Marx, Husard)..., la diversités des méfaits (homme et nature) du productivisme sont dénoncés. Ainsi, en 1948, l'économise J. S. Mill (Principes d'économie politique) écrit-il : « Je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'ècrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, soit la destinée la plus désirable pour l'humanité. » Et encore « Il n'y a pas grand plaisir à considérer un monde où il ne resterait rien de livré à l'activité spontanée de la nature où tout « rood » [quart d'arpent, par extension parcelle de terrain] de terre propre à produire des aliments pour l'homme serait mis en culture ; où tout désert fleuri, toute prairie naturelle seraient labourés ; où tous les quadrupèdes et tous les oiseaux qui ne seraient pas apprivoisés pour l'usage de l'homme seraient exterminés comme concurrents qui viennent lui disputer sa nourriture ; où sous toute haie, tout arbre inutile seraient déracinés ; où il resterait à peine une place où pût venir un buisson ou une fleur sauvage, sans qu'on vînt aussitôt les arracher au nom du progrès de l'agriculture »

Plus tard, dans les années 30, parmi d'autres, le philosophe Paul Hazard (Le Malaise américain, 1931) note : « Alors un doute immense commence à troubler les esprits. L'idée qu'il faut surproduire pour qu'on surachète, c'est-à-dire l'idée qui domine la vie économique de tout le pays, est-elle si juste ? Quand le marché est saturé et que la production continue, que devenir ? On a fait une campagne de publicité pour que chaque famille achète deux autos : une seule ne suffit pas. Lui persuadera-t-on d'en acheter trois ? On achète à crédit son auto, sa maison, son réfrigérateur, son pardessus, ses chaussures. Le temps vient pourtant où il faut régler son compte.»

Toutefois, c'est à partir des années 60-70, en liaison avec les mouvements contestataires, que la critique de la croissance économique s'intensifie. Aussi *Ivan Illich*, en critiquant le « progressisme » et les institutions de la société industrielle, rencontre-t-il un <u>écho important</u>. Si cette approche est emblématique, elle n'est qu'un élément d'un vaste ensemble critique (*Castoriadis, Gorz, Ellul, Prigorgine, Stengers...*) qui s'affirme aussi dans les perspectives économiques (*Boulding, Georgescu-Roegen*), en particulier en économie du développement (*Latouche, Dumont...*). Aussi, en 1970, le Club de Rome demande-t-il au Massachusetts Institute of Technology (MIT) d'évaluer **l'impact** des activités humaines sur l'environnement et la planète en utilisant pour la première fois la puissance de calcul d'un ordinateur.

Le Rapport *Meadows* (1972) intitulé *Limits to Growth* (traduit en français par « Halte à la croissance ») qui en résulte sera le premier rapport d'une longue série. La même année, se tient la première conférence internationale des Nations-Unis sur l'environnement à Stockholm.

Pourtant, malgré l'urgence et l'aggravation de la situation soulignée par les différents rapports (2007, 4e rapport du GIEC), les conférences internationales successives (Rio, Kyoto) ne conduisent pas à une inflexion de la tendance... et la liste impressionnante des accidents industriels ou de transport maritime continue de s'allonger...

Autrement dit, si deux nouvelles expressions s'imposent ; « Capitalisme vert » (années 90) ; « développement durable » (1992), la croissance économique ne semble pas réellement interrogée.

2. Deux axes de critique

La critique de croissance économique peut se diviser en deux axes - biosphère et sphère sociale - qui se recoupent souvent. D'un côté, ses effets sur la biosphère se traduisent par des modifications climatiques (réchauffement, variabilité) et une augmentation de la pression exercée sur la terre (empreinte écologique) qui se décline en dégradation des sols, de l'air, de l'eau.... en rejet de déchets (non ou lentement dégradables, encombrants, voire très dangereux) et en épuisement des ressources (énergies fossiles, matières premières....). De l'autre, les effets de l'activité économique modifient l'environnement social (urbanisme, recul des espaces « naturels »...), le travail (hétéronomie, perte de sens....), les genres de vie (comportements, relations sociales, qualité de vie ...), se traduisent par l'accroissement des inégalités et, finalement, le recul du bien-être.

3.2. Influence de Georgescu-Roegen

3.2.1. Économie & entropie

Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994), influencé par les <u>travaux de Schumpeter</u>, s'intéresse aux liens entre la <u>thermodynamique</u>, <u>l'entropie et l'économie</u> auxquels il consacre son ouvrage majeur - *The entropy Law and the Economic Process*, 1971 – car, pour lui la thermo-dynamique est la plus industrielle des sciences de la nature, la plus économique des sciences physiques.

L'analyse de Georgescu-Roegen met en cause, de façon radicale l'économie <u>séparée</u> et <u>circulaire</u>, telle qu'elle est habituellement pensée. « Rien ne saurait donc être plus éloigné de la vérité que l'idée du processus économique comme un phénomène isolé et circulaire ainsi que le représentent les analyses tant des marxistes que des économistes orthodoxes. » S'appuyant sur le principe de hiérarchie (thermodynamique), il souligne la **dégradation** d'énergie issue de production et pose, d'une part, la question des **sources d'énergie** libre inutilisable par l'homme et, d'autre part, celle de la **non réversibilité**. Le processus économique est solidement arrimé à une base matérielle qui est soumises à des contraintes précises. C'est à cause de ces contraintes que le processus économique comporte une évolution irrévocable à sens unique. » (Georgescu-Roegen, 1995, p. 48)

3.2.2. De l'économie du développement à la Bioéconomie

Comme on l'a vu, le «chemin de croissance» de <u>Rostow</u> donne <u>une référence universalisable</u> qui sera implicitement <u>à imiter</u> dans l'économie de développement. Du reste, l'expression « développement (économique) », tant dans le vocabulaire courant que dans les indicateurs ou qualificatifs économiques (riche / développé), tend à se confondre avec la croissance. En outre, si à la suite de <u>Schumpeter</u>, pour <u>Georgescu-Roegen</u> la croissance consiste à produire plus et le développement a produire autrement (nature et modalités), pour <u>Perroux</u> le développement renvoie à l'aspect qualitatif qui modifie les structures en les rendant plus propices à la croissance, pour <u>Latouche</u> le développement est synonyme de croissance, au sens où il l'entretien.

Éléments de bioéconomie chez Georgescu-Roegen: « Hormis quelques exceptions peu significatives, toutes les espèces autres que l'homme n'utilisent que des instruments <u>endosomatiques</u> [...] (les jambes, les griffes, les ailes, etc.) dont l'organisme individuel est doté à la naissance. Seul l'homme en est venu, au cours des temps,

à utiliser une massue qui ne lui appartenait pas génétiquement mais qui prolongea son bras endosomatique et accrut sa puissance. Alors seulement l'évolution humaine transcenda les limites biologiques pour inclure aussi (et même au premier chef) l'évolution d'instruments exosomatiques, c'est-à-dire produits par l'homme mais n'appartenant pas à son corps. C'est pourquoi l'homme peut maintenant voler dans le ciel ou nager sous l'eau bien que son corps n'ait ni ailes ni nageoires ni branchies. L'évolution exosomatique imprima à l'espèce humaine deux transformations fondamentales et irrévocables. La première n'est autre que le conflit social irréductible qui caractérise l'espèce humaine [...] La seconde transformation réside dans la dépendance de l'homme vis-à-vis de ses instruments exosomatiques [...] C'est en raison de cette dépendance que la survie de l'humanité présente un problème totalement différent de celui de toute autre espèce car il n'est pas seulement biologique ni seulement économique. Il est bioéconomique. Grosso modo, ses contours dépendent des multiples asymétries qui existent dans les trois sources de basse entropie qui, ensemble, constituent la dot de l'humanité : d'une part, l'énergie libre reçue du soleil, d'autre part, l'énergie libre et les structures matérielles ordonnées emmagasinées dans les entrailles de la terre. » (Georgescu-Roegen, 1995, p. 91-92)

Parmi, les **auteurs influencés** par *Georgescu-Roegen* (souvent aussi par *Boulding*) et qui s'intéressent à la bioéconomie, on trouve des auteurs tels que *Daly* (États-Unis), *Grinevald* (Suisse), *Passet* et *Latouche* (France). Bien qu'ils ne partagent pas tous la même radicalité, ils s'accordent sur l'idée d'une croissance économique **non soutenable** à long terme dans la mesure où elle détruit des **ressources non renouvelables**, accumule des **déchets** et accentue le **fossé** entre ceux qui ont accès aux **ressources** rares et les autres.

3.2.3. « Décroissance »

Si la « décroissance » est pour *Ariès*, un mot obus ; pour *Cheynet*, un mot bélier ; pour *Latouche* un slogan. Ce dernier estime que le terme d'*a-croissance* serait plus approprié pour recouvrir un projet de « *société autonome et économe* ».

« La décroissance n'est pas croissance négative. Il conviendrait de parler d' « a-croissance », comme en parle d'athéisme. C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi ou d'une religion (celle de l'économie, de progrès et du développement) qu'il s'agit.

S'il est admis que la poursuite infinie de la croissance est incompatible avec la planète finie, les conséquences (produire moins et consommer moins) sont encore loin d'être acceptées. Mais si nous ne changeons pas de trajectoire, la catastrophe écologique et humaine nous guette. Il est encore temps d'imaginer sereinement, un système reposant sur une autre logique : une « société de décroissance ». (Latouche, 2007, 4e de couverture)

Par ailleurs, pour *Latouche* l'expression « développement durable » est dépourvue de **sens** et dangereuse car tout le monde n'entend pas la même chose par « <u>durable » / soutenable</u> » : alors que le sens commun renvoie à supportable pour la planète, le sens de *Rostow* signifie auto-entretenu. Or, comme par nature, le développement (= croissance) **infini** est incompatible avec un monde fini, il s'agit d'un **oxymore**. De plus, la seule base sérieuse du « développement durable », l'**efficience écologique** est anéantie par « l'**effet rebond** » (annulation de la baisse de la pollution par unité produite par l'augmentation des produits vendus.)

Pour cet auteur, il v a trois raisons d'abandonner la « société de croissance », c'est-à-dire où « La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de la vie » : « elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les «nantis» euxmêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse. ». Pour y parvenir, il faut changer l'imaginaire de cette société : « On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goût de la belle ouvrage sur l'efficience productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Le problème, c'est que les valeurs actuelles sont systémiques : elles sont suscitées et stimulées par le système et, en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et saper les <u>bases imaginaires</u> du système, mais, sans une remise en cause radicale de celui-ci, le changement risque d'être limité. » (Latouche, Le Monde diplomatique, 11/03) Toutefois, il n'existe pas de modèle : «L'alternative ne peut prendre la forme d'un modèle unique. L'après-développement est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de_la_bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. » (Id, 05/01)

3.3. Croissance économique, un choix de société

Comme avec la multiplication des rapports alarmants, il devient impossible d'ignorer les méfaits de l'activité

productive sur la planète, trois <u>grandes tendances</u>, dont les <u>frontières</u> ne sont pas étanches (parfois, non sans ambiguïté, du vocabulaire, des considérations ou de mesures peuvent être partagées), se dessinent : la première, associée au « capitalisme vert », table sur la « croissance verte », s'inscrit dans la continuité sans changements majeurs ; la seconde, fait de la qualité de la croissance économique une question centrale, dessine une inflexion avec des changements significatifs ; la dernière, en rejetant la « société de croissance » s'inscrit en une rupture avec des changements radicaux

Pour la première tendance, il s'agit de moderniser la production, de mieux l'orienter en comptant essentiellement sur des mécanismes de marché (prix / rareté; nouveaux droits de propriété comme les permis à polluer) pour changer les comportements des agents économiques (entreprises ou ménages). Par ailleurs, des solutions scientifiques et techniques doivent permettent de résoudre les questions relatives aux ressources, déchets et perturbations climatiques... ou, à défaut, en rendre les effets supportables. De ce fait, paradoxalement la question environnementale est une opportunité de croissance. Autrement dit, le « capitalisme vert », *a priori*, ne met en cause ni le niveau, ni le mode de production, ni même l'utilité de la croissance.... et accorde, comme par le passé, une grande confiance au Marché, aux sciences et techniques.

La seconde tendance, s'interroge sur la croissance économique, perçue comme responsable des problèmes. Elle cherche donc à l'endiguer, à changer sa nature, à en améliorer la qualité. Dans cette optique, niveau, utilité et modalités de production ne sont pas indifférents. En conséquence, il s'agit de réorienter la production, d'améliorer l'efficience économique, d'éviter les gaspillages ... Afin de préserver les biens collectifs de l'humanité par des initiatives collectives et individuelles. Dans cette conception, la question de société qui se pose conduit à endiguer le système économique sans toutefois le mettre véritablement en cause.

Pour la troisième tendance, la croissance économique est un problème en soi. Dans la continuité d'*Yvan Illich*, de Denis Meadows Pour les partisans de l'*a-croissance* les solutions passent beaucoup plus par des changements dans les comportements et les valeurs, que par l'innovation et les nouvelles technologies. À tous les niveaux (individuel, collectif, politique), il s'agit donc de promouvoir d'autres modes de vie, de comportements, d'établir d'autres hiérarchies, de choisir de réduire ou d'abandonner certaines productions.... De façon évidente, cette perspective radicale, en mettant la croissance en cause, met la dynamique du système économique, et donc le système lui-même en cause.

Conclusion

« cette condition de la société, meilleure que celle d'aujourd'hui, est non seulement compatible avec l'état stationnaire, mais il semble plus facile à réaliser dans cet état que dans tout autre »

« Il n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du progrès humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toute sorte de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de le voir amélioré lorsque les âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquérir des richesses. Les arts industriels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence, qu'au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail. » (J. S. Mill, Principes d'économie politique)

« Aussi pouvons-nous être quasiment certains que, sous cette même pression [de la nécessité], l'homme découvrira des moyens de transformer directement le rayonnement solaire en puissance mécanique. Assurément une telle découverte représentera la plus grande percée imaginable dans la problématique entropique de l'humanité, car elle donnera aussi à celle-ci la maîtrise de la source la plus abondante pour la vie. Le recyclage et la lutte contre la pollution consommeraient encore de la basse entropie, mais celle-ci ne serait alors plus prélevée sur le stock vite épuisable de notre globe. » (Georgescu-Roegen, 1995, p. 54)

BIBLIOGRAPHIE:

Baschet Jérôme (2006), La civilisation féodale, de l'an mil à la colonisation de l'Amérique, Paris, Champs Flammarion (3e édition).

Cassiers Isabelle (1998), « Contours et limites de la comptabilité nationale », Les cahiers français, n° 286, mai

Georgescu-Roegen Nicholas (1995), La décroissance, (2e édition), http://classiques.uqac.ca/

Grataloup Christian (2007), Géohistoire de la mondialisation, Le temps long du monde, Paris, Armand Colin.

LATOUCHE SERGE (2007), Petit traité de la décroissance sereine, Paris, Mille et une nuits.

Polanyi Karl (2009), La Grande Transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps, Paris, Gallimard, Tel, (1944, trad. Française 1983).

Indicateurs: http://www.gabrielperi.fr/IMG/pdf/AlterEco-Indicat -02-03.pdf

http://www.idies.org/public/fichiers%20joints/Indic_compositesEcoRev-6p.pdf